



HAL
open science

Les pratiques info-communicationnelles de la mouvance antinucléaire. Acteurs, formes et enjeux de l'action collective

Mikael Chambru

► **To cite this version:**

Mikael Chambru. Les pratiques info-communicationnelles de la mouvance antinucléaire. Acteurs, formes et enjeux de l'action collective. Les paroles militantes dans les controverses environnementales, 37, PUN - Éditions universitaires de Lorraine, pp.307-318, 2019, Questions de communication. hal-01929221

HAL Id: hal-01929221

<https://hal.science/hal-01929221>

Submitted on 19 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mikaël Chambru

Groupe de recherche sur les enjeux de la communication

Université Grenoble Alpes

F-38000

mikael.chambru[at]univ-grenoble-alpes.fr

Les pratiques info-communicationnelles de la mouvance antinucléaire

Acteurs, formes et enjeux de l'action collective

Résumé. — Depuis les années 1970, la controverse électronucléaire est l'une des controverses environnementales les plus durables sur le territoire hexagonal. Même si elle a connu des intensités et des manifestations diverses, elle n'a en effet jamais cessé de se déployer et de se reconfigurer sur le temps long. En cherchant à publiciser en tant que « problème public » le risque nucléaire confiné à l'écart de l'espace public, les mouvements sociaux participent activement de ce processus. En s'appuyant sur une enquête ethnographique multi-située réalisée au sein de la mouvance antinucléaire, cet article analyse le processus de construction des paroles militantes et des identités visibilisées au sein de l'espace public. Le but est de décrypter la façon dont les militants antinucléaires élaborent leurs pratiques info-communicationnelles, les régimes de justifications qu'ils déploient de par les discours et les enjeux attachés à ces processus définitionnels.

Mots clés. — mouvements sociaux, pratiques info-communicationnelles, espace public, protestation antinucléaire, régimes d'actions, logiques d'acteurs

Depuis les années 1970, la controverse électronucléaire est l'une des controverses environnementales les plus durables sur le territoire hexagonal. Même si elle a connu des intensités et des manifestations diverses, elle n'a en effet jamais cessé de se déployer et de se reconfigurer sur le temps long. Ces reconfigurations successives constituent une série

d'épreuves au cours desquelles les acteurs, en situation et par l'action collective, remettent en question les rapports de force, interrogent les croyances, déplacent et refondent l'ordre social institué (Lemieux, 2007 : 192-194). En cherchant à publiciser en tant que « problème public » le risque nucléaire confiné à l'écart de l'espace public par le pouvoir politique, les mouvements sociaux participent activement à ce processus (Chambru, 2014). Ces exigences de publicisation et de participation du public au processus délibératif face aux réseaux socio-scientifiques et techno-politiques qu'ils défient maintiennent leur cohésion au gré des multiples reconfigurations de la controverse. Pour cela, les mouvements sociaux s'opposent à des adversaires, s'organisent collectivement, élaborent des stratégies, façonnent des répertoires tactiques, construisent des discours, réalisent des performances protestataires, communiquent et informent. Ensuite, d'autres acteurs sociaux restituent et font circuler ces paroles militantes au sein de l'espace public ; ils s'y opposent, les discutent, les critiquent et participent à délégitimer ces discours et ces savoirs critiques, ou au contraire à les faire reconnaître. L'observation fine de ces pratiques info-communicationnelles révèle les rapports sociaux de domination à l'œuvre dans ces processus.

En s'appuyant sur une enquête ethnographique multi-située réalisée au sein de la mouvance antinucléaire (Chambru, 2017), cet article analyse le processus de construction des paroles militantes et des identités visibilisées au sein de l'espace public. Le but est de décrypter la façon dont les militants antinucléaires élaborent leurs pratiques info-communicationnelles, les régimes de justifications qu'ils déploient de par leurs discours et les enjeux attachés à ces processus définitionnels. Derrière l'identité stabilisée et publique d'un mouvement unifié se dissimulent continuellement des luttes définitionnelles entre les différents acteurs sociaux de la protestation antinucléaire. Celles-ci ne sont pas un préalable à la mobilisation mais une de ses composantes pratiques : elles sont marquées par des conflits permettant l'appropriation des enjeux, la maîtrise de leurs définitions et le contrôle des formes de la contestation dans

l'espace public. Elles contribuent donc à fixer les contours des pratiques info-communicationnelles des mouvements sociaux engagés dans cette controverse environnementale. Appréhendées comme rationalisations ou justifications de ces pratiques exprimées *in situ*, donc faisant partie intégrante de celles-ci, les productions discursives protestataires sont donc elles-aussi saisissables par une approche sociologique (Mathieu, 2012 : 261-269). Attentive aux sens, aux acteurs et aux situations dans lesquels elles se trouvent plutôt qu'à la seule organisation formelle des paroles militantes séparée du reste de la pratique contestataire, cette approche analyse la controverse électronucléaire à partir de l'action collective des mouvements sociaux et de son effervescence. Plus précisément, elle se focalise dans cet article sur l'espace et le temps situés en dehors des moments et des lieux où ils s'expriment publiquement.

Depuis son avènement, la militance antinucléaire est composée d'un enchevêtrement de dynamiques protestataires non linéaires. Celles-ci s'imbriquent dans des temporalités différentes et se déploient simultanément ou non sur des territoires marqués par de fortes variations conjoncturelles. Bien qu'ayant une certaine cohésion sur la longue durée, l'espace protestataire ainsi créé n'est pas défini *a priori* par des frontières fixes et nettes. Ces dernières fluctuent en fonction des situations et des temporalités, des logiques sociales de l'engagement militant, mais aussi des objets, des formes et des enjeux de la contestation. À titre d'exemple, la mobilisation contre le surgénérateur SuperPhénix et son évolution sur quatre décennies en sont une illustration saillante (Chambru, 2016). Au-delà de ces multitudes, nous montrerons dans une première partie que ces dynamiques protestataires constituent un espace concurrentiel entre les acteurs sociaux le composant. Dans une seconde partie, il s'agit de décrypter l'univers de contraintes façonnant les choix communicationnels effectués par les mouvements sociaux. Dans une troisième partie, nous détaillerons les régimes d'actions tactico-stratégiques de la mouvance antinucléaire orientant la réalisation des performances

protestataires au sein de l'espace public. Dans une quatrième partie, nous analyserons les déplacements de l'action contestataire provoqués par la reconfiguration progressive de la controverse électronucléaire au tournant des années 2000.

L'espace concurrentiel des dynamiques protestataires

Le militantisme est une activité sociale individuelle et dynamique qu'il est possible d'appréhender de façon dialectique sur le temps long en termes de trajectoires et carrières militantes (Fillieule, 2001 : 200-205). Ainsi les militants antinucléaires sont-ils très souvent insérés dans une multiplicité de lieux de l'espace social et engagés de façon concomitante en faveur d'autres causes selon des modalités et des intensités diverses, passant aisément d'une coalition protestataire à une autre, d'un type de militantisme à un autre, d'une rétraction à une extension de ces multiples engagements. En ce sens, les différentes formes politiques de la militance antinucléaire et leur variabilité dans le temps résultent de ces autres engagements individuels et de la priorisation effectuée continuellement entre ceux-ci. Parmi ces autres engagements figurent pour certains l'affiliation à des organisations partisans prenant en charge les multiples luttes auxquelles ils participent et définissant les façons de les investir selon leur propre agenda politique et une logique d'action leur étant spécifique. Bien souvent, cette dernière ne répond pas *stricto sensu* aux objectifs spécifiques d'une cause isolée telle que la lutte antinucléaire. En effet, c'est pour des raisons, des motifs ou des intérêts hétérogènes qu'ils se saisissent de la mobilisation antinucléaire lancée préalablement par d'autres et cherchent à y investir d'autres significations et à en bousculer la trajectoire. Ce croisement d'engagements pluriformes – à géométrie variable selon les temporalités, disponibilités et appétences des engagés – et ces multi-positionnements des acteurs au sein de

l'espace des mouvements sociaux participent ainsi à la définition des frontières de l'espace protestataire antinucléaire.

Le militantisme est aussi simultanément une activité sociale collective et dynamique qu'il est également possible d'appréhender de façon processuelle, par les pratiques dans et par lesquelles les militants produisent et entretiennent des coalitions contestataires (Mathieu, 2012 : 59-65). À cet égard, la protestation antinucléaire est marquée depuis plus de quatre décennies par de multiples tentatives de coordination et de mise en réseau, plus ou moins durables, sous la forme d'alliances inter-organisationnelles. Celles-ci sont les lieux où les mouvements sociaux et les militants qui les composent s'agrègent et s'institutionnalisent par un travail spécifique de tissage de relations réciproques, d'identification et de définition d'enjeux communs, d'actions conjointes, de partage de leurs ressources pour les réaliser. Sauf que, dans le même temps, chaque unité cherche à préserver son autonomie et sa particularité dans cette forme collective, ses raisons d'agir et ses visions du monde. Dès lors, les différentes normes, règles et logiques qu'elles suivent respectivement peuvent entrer en conflit les unes avec les autres. Historiquement, le sens et les objectifs de la lutte antinucléaire ont toujours été le produit de la concurrence à laquelle ses différentes composantes se livrent pour imposer leur propre définition de la lutte. C'est d'ailleurs de cette conflictualité et de cette cohabitation des confrontations tactiques qu'a historiquement émergé une contestation d'envergure du programme électronucléaire français et non d'une identité stabilisée et uniformisée, affichée stratégiquement par les mouvements sociaux au sein de l'espace public. Derrière cette représentation unanimiste d'une communauté d'objectifs et de moyens d'action se cachent une myriade de coalitions plus ou moins déconnectées les unes des autres, et des divergences sur les pratiques info-communicationnelles à mettre en œuvre pour publiciser le risque nucléaire. Entre ces diverses formes politiques antinucléaires, à l'écart des lieux visibles du public, se jouent inlassablement les incertitudes de sens, les rapports de pouvoir et

les disputes relatifs aux enjeux définitionnelles de la contestation, soit les formes de structuration collective à adopter, les revendications relatives aux délais de sortie du nucléaire et le type de performance à mener.

Ce que le sens commun désigne par « mouvement antinucléaire » correspond donc plutôt à un amas d'acteurs sociaux partiellement structurés/morcelés, aux contours imprécis, diffus et mouvants, au sein duquel se déploient des logiques d'acteurs, des tactiques et des stratégies hétéroclites. Ces dernières s'opposent, se mêlent et s'adjoignent afin de déplacer et de refondre l'ordre social institué en matière énergétique, faisant de cet espace de la contestation antinucléaire un espace concurrentiel sur la longue durée. Tout travail de coalition réussi exigeant de surmonter cette concurrence pour glisser dans une posture de coopération (*ibid.* : 66-72), les frontières de cet espace sont le produit des luttes de définitions auxquelles se livrent ses différents protagonistes et qui évoluent au gré des résultats de celles-ci. Inhérent aux dynamiques antinucléaires, cet agencement concurrentiel donne également de la consistance aux dimensions collectives de la protestation. Il contribue ainsi aussi bien à l'émulation de son effervescence dès lors qu'il permet des convergences, qu'à son attiédissement dès lors qu'il exacerbe les différences au point de faire disparaître les contiguïtés et les raisons de se coaliser face à un adversaire commun. Cet agencement concurrentiel est un enjeu des dynamiques protestataires, les militants antinucléaires doivent en permanence le construire. En même temps qu'il participe à celle-ci, son édification est marquée par la dissonance suivante : la plupart des militants appellent de leurs vœux une unification de la mouvance antinucléaire tout en participant de par leurs pratiques à son morcellement.

Les choix communicationnels situés des mouvements sociaux

Au sein de cet espace concurrentiel, les choix communicationnels des mouvements sociaux ne résultent pas simplement d'une décision rationnelle finalisée de façon autonome et à l'état isolé entre les coûts et les bénéfices de telle ou telle posture, pas plus qu'ils ne découlent exclusivement d'un choix imposé par les structures sociales de l'espace public. Ils s'inscrivent au contraire dans les dynamiques contemporaines de celui-ci. En ce sens, ces choix sont le résultat d'une adaptation pratique aux contraintes exogènes et endogènes de la mobilisation, elles-mêmes liées aux dynamiques de la controverse électronucléaire et aux pratiques de tous les acteurs sociaux engagés en son sein.

Les contraintes endogènes de la mouvance antinucléaire sont de plusieurs ordres. Premièrement, il s'agit de l'irréductible tension animant la protestation antinucléaire depuis son avènement, entre les exigences normatives de délibération, d'efficacité et d'urgence d'agir face aux adversaires de la cause (Chambru, 2015a : 62-64). Elle peut être analysée de façon dynamique au croisement de trois axes correspondant à ces trois exigences autour desquels les individus et les coalitions se positionnent en situation, en même temps qu'ils participent à sa transformation de par ces positionnements. Deuxièmement, ces contraintes sont façonnées par les militants antinucléaires eux-mêmes et la manière dont ils investissent la lutte en fonction de leurs objectifs, de leurs ressources et de leurs savoir-faire. Par exemple, le recours au répertoire juridique a tendance à être défendu par les militants ayant, de par leurs expériences vécues dans d'autres espaces sociaux, une certaine sensibilité au droit et des compétences spécifiques dans ce domaine (Chambru, 2018). Troisièmement, ces contraintes endogènes se matérialisent à travers les significations culturelles, les valeurs et les croyances symboliques que les individus attachent aux façons de faire collectif et de militer en faveur de

cette cause. Ces formes protestataires sont incarnées dans une multitude d'idéaux-types. Persuadés de leur bien-fondé et de leur efficacité, ils tentent de les ériger au cours des luttes définitionnelles comme la norme devant orienter les pratiques info-communicationnelles. Par exemple, le fait que les performances protestataires doivent être innovantes afin de répondre aux logiques de production du champ journalistique et être efficaces dans l'espace public révèle l'intériorisation d'une double croyance sociale. D'une part, la croyance en la nécessité d'être visible dans l'espace médiatique pour peser sur l'opinion publique ; d'autre part, la croyance en l'existence d'une telle opinion publique assemblée en un « grand public » que les politiques chercheraient à satisfaire au nom d'un idéal démocratique (Chambru, 2015b : 78-79).

Les contraintes exogènes de la mouvance antinucléaire sont elles aussi de plusieurs ordres. Premièrement, les adversaires des militants forment un ensemble changeant, de plus en plus diffus et dilué. La ligne de front se déplace et se floute à mesure que l'État se restructure, se déconcentre et se décentralise en de multiples entités à l'apparence autonome. Dans ce paysage fragmenté des acteurs de promotion et de régulation de la filière électronucléaire, il devient moins évident pour les mouvements sociaux d'identifier et de s'accorder sur un adversaire principal contre lequel il faut concentrer prioritairement ses activités. La mobilisation actuelle contre le Centre industriel de stockage géologique (Cigéo) à Bure illustre cette difficulté (Spurk, 2017). Deuxièmement, ces contraintes sont liées aux stratégies mises en œuvre par ces adversaires pour affronter la critique sociale. Il s'agit principalement de l'instauration progressive d'une série d'instruments – économique, juridico-administratif, répressif, sociométrique, communicationnel, participatif et temporel – caractérisant autant de formes d'exercice de pouvoirs exercés par les institutions technoscientifiques pour gérer l'espace public (Topçu, 2013 : 84-92). Troisièmement, cette gouvernamentalité des dynamiques protestataires reconfigure la controverse et fait évoluer les enjeux et les objectifs

de la lutte antinucléaire. Soulevant des dilemmes stratégiques, elle provoque des conflits au sein des mouvements sociaux. Trois périodes marquées par des vagues contestataires et des modes de gouvernance distincts peuvent être identifiées. De 1968 à 1986, la contestation massive du lancement du programme électronucléaire et la mise en place d'une gouvernance par l'irréversibilité des constructions. De 1986 à 1996, l'émergence d'une contre-expertise associative et la mise en place d'une gouvernance par le secret puis par la « transparence ». Depuis 1996, le renouveau de l'action contestataire et la mise en place d'une gouvernance « participative » et « verte ».

Plus ou moins prégnant selon les temporalités et les situations où il se déroule, cet univers de contraintes façonne les choix communicationnels effectués par les mouvements sociaux. En s'appuyant sur la distinction tactique/stratégie (Certeau, 1980 : 59-63), ils apparaissent comme résultant autant d'un ajustement tactique perpétuel face aux pouvoirs publics fait de ruses et de contournements, que d'un calcul stratégique réalisé à partir des données objectivées de la situation et en fonction d'un objectif préalablement identifié et collectivement partagé par l'ensemble des coalitions. Cet ajustement tactique des paroles antinucléaires constitue et anime les dilemmes stratégiques des mouvements sociaux, eux-mêmes étant un catalyseur des dynamiques protestataires, de par leur conflictualité sur le terrain.

Les régimes d'actions tactico-stratégiques de la protestation

L'édification des stratégies communicationnelles de la mouvance antinucléaire peut elle aussi être analysée de façon dynamique au croisement de trois axes : la nature des enjeux de la mobilisation, les choix d'identification dans l'espace public et les revendications portées.

Chaque axe est borné par les deux pôles d'un même *continuum*, entre lesquels s'inscrivent et fluctuent les engagements réels des militants antinucléaires. Sur le premier axe, la nature des enjeux est constituée, d'un côté, de la dimension politique de contestation du programme électronucléaire, et de l'autre, de sa dimension sanitaire et sociale. Sur le second axe, les choix d'identifications dans l'espace public sont composés d'un côté, de la figure du militant luttant pour la sortie du nucléaire en prenant en compte la question du dérèglement climatique ; et de l'autre, de la figure du militant luttant d'abord et avant tout pour l'arrêt de l'industrie du nucléaire. Sur le troisième axe, les revendications portées dans l'espace public sont essentiellement réparties entre, d'un côté la revendication d'une sortie progressive du nucléaire sur plusieurs années, et de l'autre la revendication de son arrêt immédiat.

La mouvance antinucléaire recourt également à des leviers de mobilisation relativement stables sur le temps long pour définir ses pratiques info-communicationnelles. Faisant figure de processus rituels, ils sont au nombre de quatre : la scénarisation du risque nucléaire, la construction d'un territoire stratégique, la pédagogie de la catastrophe et l'événementialisation de la protestation (Chambrou, 2018). Les militants usent également de différents répertoires tactiques – médiatique, délibératif, juridique, scientifique, etc. – coexistant au sein de l'espace contestataire antinucléaire. La modularité de ces répertoires dépend des acteurs et de leurs choix stratégiques pour réaliser des performances protestataires au sein de l'espace public. Dans leur quotidien tactique, ils naviguent et puisent ainsi dans leurs différentes manières d'investir la lutte, mobilisant tour à tour ces répertoires comme tactiques de confrontation et moyens de pression sur leurs adversaires. Dans cette perspective, les productions discursives des mouvements sociaux s'ancrent systématiquement dans une pratique (Trom, 2001 : 100).

Cette approche situationnelle accordant une place centrale aux discours et aux actions des acteurs dans l'analyse des pratiques info-communicationnelles ne doit pas occulter que

l'espace de la contestation antinucléaire est aussi un espace structuré de positions et de dispositions en mouvement. En effet, ces pratiques s'enchâssent à des logiques d'acteurs relativement stabilisées sur le temps long : elles permettent de mettre au jour les raisons d'agir des individus en s'extrayant des lectures déterministes et rationalistes (Sénécal, 2004 : 334-335). Chaque militant antinucléaire possède un terrain d'ancrage privilégié où il constitue son identité propre, trouve sa légitimation et articule sa rationalité d'action. Puis, à travers leurs définitions vécues, routinisées et partagées des situations, les militants s'amassent jusqu'à constituer des logiques d'acteurs distinctes se propageant dans l'espace public. C'est au sein de ces logiques d'acteurs naissant dans et par les conflits sociaux que les militants se positionnent, forment des coalitions, établissent leurs stratégies de communication et fabriquent les paroles antinucléaires. Coexistant de façon diachronique et synchronique, elles produisent alors des clivages et des polarisations au sein des dynamiques protestataires tout en participant au déplacement de l'action contestataire. Pour comprendre ces retentissements, il est nécessaire de prendre en compte la part d'indétermination propre à chaque configuration sociale et l'interdépendance *in situ* des logiques d'acteurs les unes avec les autres.

Ces logiques d'acteurs se combinent à des régimes d'actions qualifiables de tactico-stratégique en ce qu'ils rassemblent les choix stratégiques, les répertoires tactiques, les leviers de mobilisation et les performances protestataires s'y rattachant. Ces régimes d'actions sont des façons typiques de se comporter dans certaines situations (Courcuff, 1998 : 2-3) qui se distribuent dans le temps et s'articulent dans l'espace. Participant à la structuration et à la stabilisation des situations, ils contribuent donc à leur production définitionnelle. En dégagant des lignes de jugement et d'action, ils permettent aux mouvements sociaux de réduire *in situ* l'incertitude malgré les reconfigurations successives de la controverse électronucléaire. Ils permettent également d'ajuster leurs pratiques info-communicationnelles à la situation, afin de poursuivre un objectif stratégique préalablement défini. Enfin, ces

régimes d'actions se combinent les uns aux autres dans le temps selon trois modes : la simultanéité, la succession, la confrontation (Dodier, 1993 : 73-77). Ces derniers correspondent à des formes de coordination qui se succèdent au sein de l'activité d'une coalition contestataire simultanément à celle de l'ensemble des militants agrégés en son sein.

Les déplacements de l'action protestataire

Au sein de l'espace antinucléaire, l'action contestataire se déplace sur la longue durée au fil des reconfigurations successives de la controverse. C'est par exemple le cas avec l'émergence de la problématique climatique au tournant des années 2000. En France, ce sont les promoteurs de l'énergie électronucléaire qui l'introduisent et le mobilisent. Ils présentent et défendent ardemment l'efficacité de son recours dans la lutte contre le dérèglement climatique. Cette stratégie institutionnelle de « verdissement » de l'atome n'est pas nouvelle puisqu'elle existait déjà dans les discours d'EDF des années 1970 pour justifier le développement massif du programme électronucléaire : il était présenté comme la solution pour lutter contre les problèmes de pollution liés aux rejets de poussières et de produits toxiques de foyers industriels et domestiques ainsi que des centrales à charbon, du fuel-oil et des automobiles. Ceci étant dit, lorsqu'elle fait sa réapparition trente ans plus tard, elle bouscule la trajectoire de la controverse et la reconfigure en pleine période de renouveau de l'action contestataire contre la tentative de relance du programme électronucléaire. Dans un premier temps, les mouvements sociaux accordent leurs régimes tactico-stratégiques pour apporter une réponse commune à l'argument climatique à travers leurs pratiques info-communicationnelles. Cela se traduit notamment par la campagne « Ni nucléaire ni effet de serre » fortement relayée au sein de l'espace public. Elle s'attache à démontrer discursivement la contribution significative de l'énergie électronucléaire au dérèglement climatique, mobilisant tour à tour des arguments écologiques, scientifiques et économiques dans un

registre de contre-expertise. Au printemps 2010, cette problématique climatique finit tout de même par déclencher une crise interne au sein de la principale coalition contestataire de la mouvance antinucléaire en France – le Réseau sortir du nucléaire (RSN).

Cette crise résulte de l'évolution notoire des contraintes exogènes de l'espace contestataire : la mise à l'agenda politique internationale du « problème public » du climat, passant par une logique de dépolitisation liée aux cadrages des acteurs sociaux dominants (Comby, 2015 : 215-221). Elle s'exprime lors de la Conférence de Copenhague sur les changements climatiques, organisée en décembre 2009 par l'Organisation des nations unies (Onu). À cette occasion, plusieurs coalitions environnementales françaises lancent *via* l'initiative « L'ultimatum climatique » un appel pressant Nicolas Sarkozy – alors Président de la République française en exercice – à prendre la tête de la lutte contre le dérèglement climatique. Pendant plusieurs mois, de vives tensions internes se déroulent au sein du RSN sur l'opportunité stratégique de se joindre à cette initiative portée par des coalitions partenaires et dont certaines sont engagées dans les dynamiques antinucléaires. Sont en jeu l'évolution des enjeux et les objectifs de la lutte antinucléaire. Le RSN est traversé par une divergence tactique importante : faut-il ou non signer cet appel commun pour lutter contre le dérèglement climatique, alors même qu'il n'est pas précisé que le non-recours à l'énergie électronucléaire est une condition pour y parvenir ? Deux interprétations s'affrontent assez violemment et tendent, à mesure qu'elles s'affrontent, à renforcer leur exclusion mutuelle : la distinction entre la lutte antinucléaire et la lutte contre le dérèglement climatique, et la priorisation (ou non) de l'une par rapport à l'autre. Des contraintes endogènes à l'espace contestataire viennent se greffer à cette épreuve de force. Elle se mêle à des conflits interpersonnels survenus quelques semaines plutôt entre salariés et administrateurs, ainsi qu'avec la remise en cause de la légitimité du modèle délibératif institué de la coalition (Chambru, 2015a : 67-69). Cette crise devient tour à tour et simultanément une crise

démocratique, éthique, morale et politique, faisant resurgir des désaccords politiques clivants, auparavant dépassés lors de la création de l'alliance inter-organisationnelle au cours du travail de coalition.

Cette reconfiguration de la controverse électronucléaire provoque donc des conflits au sein des mouvements sociaux du fait des dilemmes stratégiques qu'elles soulèvent. En effet, l'émergence de la problématique climatique bouscule les identités militantes, les choix tactiques et les stratégies communicationnelles établies jusqu'alors et unificateurs. En ce sens, elle participe à redistribuer les lignes de tension instituées en son sein et à un réagencement hiérarchique des registres tactico-stratégiques. Elle rappelle aussi le caractère précaire de toute identité sociale collective au sein de l'espace public, pourtant nécessaire à toute forme d'engagement en son sein. En outre, elle souligne qu'elle n'est qu'une fixation partielle et partielle appelant à être continuellement redéfinie au gré des nouvelles expériences vécues selon un processus de déconstruction/reconstruction des identités (Laclau, Mouffe, 1985 : 213-214). Dans ce « nouveau » processus de construction des paroles antinucléaires, intervient la définition collective des choix d'identification au sein de l'espace public. Ceux-ci sont le point de rencontre et d'articulation d'une multiplicité de pratiques informationnelles et résultent *in fine* des dynamiques d'ajustements des acteurs en présence dans un contexte donné, c'est-à-dire d'un compromis consécutif aux tiraillements, aux négociations et aux rapports de force internes entre les acteurs sociaux engagés dans la critique de l'énergie électronucléaire. S'incarnant par et dans des dispositifs matériels et symboliques, cette construction collective d'une identité stratégique s'apparente à un travail politique de première importance pour les mouvements sociaux, afin de définir les frontières de la mobilisation qu'ils portent et d'accroître le soutien et la participation du public en faveur de la cause qu'ils défendent.

Conclusion

En définitive, les reconfigurations de la controverse électronucléaire entraînent systématiquement au sein des mouvements sociaux des luttes définitionnelles se traduisant par un remodelage des rapports hiérarchiques des régimes tactico-stratégiques qui fixent les contours de leurs pratiques info-communicationnelles. En ce sens, elles réactualisent cet agencement plus qu'elles n'en inventent de radicalement nouveaux. Par exemple, le rebondissement provoqué en 2011 par l'accident de Fukushima ravive et exacerbe, en renforçant les modalités argumentatives de chaque acteur, les tensions autour des revendications militantes concernant les temporalités de sortie du nucléaire. Une nouvelle fois, sont en jeu l'appropriation des enjeux de la lutte antinucléaire, la maîtrise de leurs définitions et le contrôle des formes de la contestation dans l'espace public. Lorsque ces luttes définitionnelles s'affichent dans l'espace médiatique, elles participent, de par leur publicisation, à la dislocation de l'identité stabilisée, unifiée et rendue publique. Ainsi elle perd ses capacités d'action et son potentiel coercitif face à ses adversaires au sein de l'espace public. Ces luttes définitionnelles post-Fukushima révèlent aussi les tensions entre les rationalités tactiques et stratégiques (Veron, 2010 : 10). Ces dernières s'ajustent les unes aux autres en situation dans les pratiques info-communicationnelles des militants antinucléaires. Régulièrement, elles mettent en avant une confrontation apparente entre les horizons stratégique et tactique dans l'action des mouvements sociaux, entre des objectifs géographiques et temporels différents, chacun répondant à ses logiques d'action propres. Autrement dit, l'enjeu est la recherche pragmatique d'un horizon d'entente entre ceux engagés contre un aspect sectoriel et/ou localisé du programme électronucléaire et ceux dont l'objectif est de fédérer et de coordonner la lutte antinucléaire à l'échelle nationale précisément au-delà

des particularismes locaux. Les conditions d'entente au sein de l'espace concurrentiel des dynamiques protestataires antinucléaires sont donc en permanence à (ré)inventer.

À partir d'une approche pragmatique-critique (Pereira, 2016), cet article propose un modèle d'analyse processuelle de la construction des paroles antinucléaires et des identités des mouvements sociaux face aux épreuves de la controverse. Celui-ci aborde ces pratiques info-communicationnelles en articulant niveau macro et micro-sociologique, c'est-à-dire sous l'angle des situations et des interactions entre les acteurs sociaux – en prenant en compte les dimensions subjectives et pragmatiques de l'action protestataire – mais aussi en termes de positions et de dispositions – en prenant en compte les dimensions structurelles de l'espace contestataire antinucléaire. Face à la production du consentement par l'espace public *via* la diffusion de discours construisant le sens commun et présentant l'ordre social institué comme naturel et juste (Fraser, 2011 : 118-119), les productions discursives des mouvements sociaux et leur publicisation viennent rappeler la conflictualité intrinsèque de l'espace public. C'est en effet par cette conflictualité et sa dimension instituante que l'espace public peut exister en tant qu'institution indissolublement liée à la démocratie, socialement construite comme projet politique et comme déclinaison de celui-ci (Chambru, 2014). Soumis aux interventions diverses et antagonistes des protagonistes de la controverse électronucléaire, il fait ainsi l'objet de reconstructions collectives perpétuelles en tension selon des jeux d'acteurs et de représentations liés à la construction d'un projet d'une France technoscientifique.

Les productions discursives des mouvements sociaux et leur publicisation permettent aux publics ne s'identifiant pas à la construction sociale du consentement, d'avoir la possibilité de se reconnaître dans ces discours. Ils y décèlent des représentations suffisamment proches de leurs intérêts et de leurs aspirations pour qu'elles puissent correspondre à leurs propres représentations et identités. Abandonnant la dichotomie entre stratégie et identité, cette

approche réaffirme la pertinence d'une perspective fondée sur le conflit politique nourrit des pratiques et des lieux émanant de la communication sociale (Sedda, 2017 : 1-3).

Références

Certeau M. de, 1980, *L'Invention du quotidien*, Paris, Gallimard, 1990.

Chambru M., 2014, « L'espace public à l'épreuve du phénomène antinucléaire en France (1962-2012) », *ESSACHESS – Journal for Communication Studies*, 7 (13), pp. 33-43.

Chambru M., 2015a, « L'utopie délibérative de la mouvance antinucléaire et les paradoxes de son expérimentation », *Communication et organisation*, 2 (48), pp. 61-72.

Chambru M., 2015b, « L'engagement protéiforme des militants et des journalistes dans les mobilisations informationnelles antinucléaires », *Sciences de la société*, 94, pp. 65-82.
Accès : <https://journals.openedition.org/sds/2444>.

Chambru M., 2016, « La protestation antinucléaire autour de Superphénix. Une analyse des dynamiques d'un espace public oppositionnel transnational », pp. 193-210, *in* : Doria C., Raulet G., dirs., *L'Espace public européen en question. Histoire et méthodologie*, Bruxelles, P. Lang.

Chambru M., 2017, « Les temporalités des espaces publics oppositionnels : mouvements sociaux et enquête multi-située », pp. 75-84, *in* : Domenget J.-C. et al., dirs, *Temps et temporalités en information-communication. Des concepts aux méthodes*, Paris, Éd. de la Société française des sciences de l'information et de la communication. Accès : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01536104/document>.

Chambru M., 2018, « La publicisation du risque nucléaire par les usages protestataires du droit », *Sciences de la société*, 100, pp. 79-92.

- Comby J.-B., 2015, « La politisation en trompe-l'œil du cadrage médiatique des enjeux climatiques après 2007 », *Le Temps des médias*, 2 (25), pp. 214-228.
- Corcuff P., 1998, « Justification, stratégie et compassion : apport de la sociologie des régimes d'action », *Correspondance*, 51, pp. 1-9.
- Dodier N., 1993, « Les appuis conventionnels de l'action. Éléments de pragmatique sociologique », *Réseaux*, 62, pp. 63-85. Accès : https://www.persee.fr/doc/reso_0751-7971_1993_num_11_62_2574.
- Fillieule O., 2001, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post scriptum », *Revue française de science politique*, 51, pp. 199-215. Accès : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2001-1-page-199.htm>.
- Fraser N., 2011, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, trad. de l'anglais (États-Unis) par E. Ferrarese, Paris, Éd. La Découverte.
- Laclau E., Mouffe C., 1985, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale*, trad. de l'anglais par J. Abriel, Besançon, Éd. Les Solitaires intempestifs, 2009.
- Lemieux C., 2007, « À quoi sert l'analyse des controverses ? », *Mille neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 25, pp. 191-212.
- Mathieu L., 2012, *L'Espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Éd. du Croquant.
- Pereira I., 2016, *Le Pragmatisme critique. Action collective et rapports sociaux*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Sedda P., 2017, « Les nouvelles politiques du conflit », *Variations*, 20. Accès : <https://journals.openedition.org/variations/825>.

- Sénécal M., 2004, « Logiques d'acteurs et espace médiatique : contribution à la sociologie critique de la communication », *17^e Congrès international des sociologues de langue française*, Tours, 7 juil.
- Spurk J., 2017, *Les Limites de l'indignation. La révolution commencera-t-elle à Bure ?*, Vulvaines-sur-Seine, Éd. du Croquant.
- Topçu S., 2013, « Technosciences, pouvoirs et résistances. Une approche par la gouvernementalité », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 60 (4bis), pp. 76-96.
Accès : <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2013-4-page-76.htm>.
- Trom D., 2001, « Grammaire de la mobilisation et vocabulaire des motifs », pp. 99-134, *in* : Cefaï D., Trom D., dirs, *Les Formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Veron D., 2010, « Sans-papiers : d'un quotidien tactique à l'action collective », *Variations*, 13/14. Accès : <https://journals.openedition.org/variations/182>.